

Le MR devient -il un parti "sécuritaire" ?

■ Les mesures antiterroristes de Michel 1^{er} inquiètent certains libéraux.

Le parti n'est pas coupé en deux pour autant mais il n'empêche : au sein du Mouvement réformateur des voix se font entendre pour contester la ligne actuelle du gouvernement fédéral en matière de sécurité. Ce week-end, par exemple, dans la foulée du drame évité de justesse au sein du Thalys Amsterdam-Paris, le Premier Ministre Charles Michel a évoqué une possible adaptation des règles de l'accord de Schengen afin de renforcer les contrôles des identités et des bagages.

Sur Twitter, Lora Nivesse, l'ex-présidente des Jeunes MR et collaboratrice de Didier Reynders aux Affaires étrangères, a critiqué ouvertement cette idée : "Diminuer nos libertés pour soi-disant les garantir, une bêtise monumentale", a-t-elle écrit, prenant le contre-pied exact du chef du gouvernement pourtant issu de la même formation politique.

"On a la même ligne que la N-VA"

Au sein du MR, ils sont plusieurs à percevoir un glissement vers la droite

du libéralisme francophone au niveau sécuritaire. Y compris en très haut lieu. Actuellement, personne ne veut mener de fronde mais, pour certains réformateurs, le parti est en train de perdre ses valeurs libérales les plus progressistes : la liberté de circulation des personnes, la crainte des dérives d'un Etat fort... "Le MR est en train de se droitiser, af-

"On n'a pas le choix : la population voit tous les jours les décapitations pratiquées par l'Etat islamique et elle veut donc de la sécurité."

UN "BARON" DU MR

firme en effet un baron qui se classe parmi les libéraux les plus centristes. On a la même ligne que la N-VA sur la sécurité, c'est elle qui donne le ton. C'est l'action antiterroriste du gouvernement qui l'emporte et on voit mal Olivier Chastel (le président du MR, Ndlr) prendre des positions con-

tradictives. En même temps, on n'a pas le choix : la population voit tous les jours les décapitations pratiquées par l'Etat islamique et elle veut donc de la sécurité."

"Un positionnement judicieux"

Du côté de l'aile la plus "droitière" du MR, certains se réjouissent de la réaction ferme du Premier ministre suite à la probable tentative terroriste dans le Thalys : "C'est judicieux. On veut être les premiers en Wallonie et à Bruxelles et pour cela il faut atteindre 30 % de l'électorat. Pour le PS, le PTB s'en occupe", analyse en effet un poids lourd libéral "de droite". Traduction : selon lui, c'est en se montrant inflexibles en matière de lutte antiterroriste au sein de l'exécutif fédéral que Charles Michel et le MR pourront séduire davantage d'électeurs que leur base traditionnelle.

Toutefois, Denis Ducarme, le chef de groupe MR à la Chambre, nuance l'ana-

lyse. Pour lui, le Mouvement réformateur n'est pas en train de "glisser" vers la droite mais réagit simplement pragmatiquement au niveau gouvernemental face au péril djihadiste : "Doit-il être vraiment question de positionnement idéologique en la matière ? Je ne crois pas... Réalisme et bon sens. On s'en passerait bien, mais il n'y aura pas des héros dans chaque train international."

Le MR veut rassurer

Reste que le MR et ses représentants au sein de la coalition fédérale de centre-droit ont bel et bien adopté une ligne dure en matière de sécurité depuis plusieurs mois. Dans les discussions autour de la mise en place des mesures antiterroristes décidées dans la foulée des attentats terroristes à Paris début 2015 (avec le massacre de la rédaction de Charlie Hebdo notamment), les libéraux ont appuyé clairement les ministres N-VA face au CD&V et à l'Open VLD, plus frileux. Que ce soit par exemple sur la présence des militaires dans les rues ou encore sur la déchéance de la nationalité pour les terroristes.

Double stratégie

Stratégiquement, les réformateurs ont opté politiquement pour une ligne politique qui vise à "rassurer" les citoyens francophones sur tous les plans : apparemment inflexibles en matière de sécurité, alliés pour l'occasion avec les nationalistes flamands, les libéraux sont au contraire dans le camp du CD&V pour les matières sociales. Ce double positionnement fait partie de la méthode MR pour devenir n°1 au sud du pays en englobant un électorat de plus en plus large.

Frédéric Chardon